

# Indignés par les licenciements...

**A** l'appel de la CGT, près de 400 personnes ont manifesté hier devant la préfecture de Toulouse (Haute-Garonne) pour « une vraie politique industrielle » en Midi-Pyrénées. « Zéro licenciement, de l'argent pour nos emplois, pas pour la finance », indiquaient les banderoles des manifestants. Des anciens salariés de l'usine Molex, fermée en 2009 et symbole des licenciements boursiers, étaient là. « Lors des états généraux de l'industrie en 2009, nous avons fait des propositions pour avoir une région équilibrée économiquement, explique Roger-Pierre Lemouzy, secrétaire général de la CGT Midi-Pyrénées. Force est de constater qu'aujourd'hui, notre région est à caractère mono-industriel autour de l'aéronautique et l'emploi salarié concentré sur l'agglomération toulousaine. Pour vivre et travailler partout dans la région, la diversification de l'industrie doit devenir une réalité. »



**TOULOUSE (HAUTE-GARONNE), HIER.** Quelque 400 manifestants se sont retrouvés devant la préfecture pour dénoncer les licenciements et réclamer « une vraie politique industrielle » dans la région.

(AFP/ÉRIC CABANIS.)

## Ils mettent la pression sur le nouveau gouvernement

En Midi-Pyrénées, le fabricant de semi-conducteurs Freescale à Toulouse doit licencier 821 salariés à la mi-août, l'usine papetière la Moulasse à Saint-Girons (Ariège) prévoit

de mettre 300 salariés à la porte... Pour éviter ce désastre industriel, les syndicalistes mettent la pression sur le nouveau gouvernement et demandent l'obligation pour les entreprises de rendre des comptes quand elles ont touché de l'argent public ou l'obligation de vendre quand un

repreneur se présente et que son projet est viable. « Les dirigeants manquent de volonté d'investissement et préfèrent délocaliser plutôt que d'injecter de l'argent dans de nouvelles machines », souligne Guy Pavan, ancien syndicaliste CGT de Molex. Pour Gabriel Serrano, syndi-

caliste SUD chez Freescale, « il est anormal qu'on licencie des salariés alors qu'un repreneur est prêt à investir sur un site où les salariés ont un savoir-faire. On veut juste garder notre outil de travail et nos emplois ».

JULIE RIMBERT

AUJOURD'HUI EN FRANCE (JUIN)